

tous les matériaux, tous les talents. On n'entend jamais prononcer cette phrase stupide, mais on entend toujours dire qu'une province retarde la réalisation de tel projet ou la mise sur pied de tel programme, parce qu'elle n'a pas d'argent.

On n'entend jamais un manufacturier de chaussures dire qu'il n'a pas pu produire de chaussures parce qu'Ottawa ou Québec ont mangé tout le cuir. Cependant, on les entend dire qu'ils ne peuvent faire fonctionner leurs usines plus longtemps, parce que les produits ne se vendent pas, parce que les citoyens manquent d'argent.

Donnons donc au gouvernement fédéral et aux provinces le pouvoir de se financer eux-mêmes, à même des crédits nouveaux, basés sur la production réelle du Canada, en fonction des besoins des Canadiens, quels que soient leur langue ou le lieu qu'ils habitent. Voilà l'unique solution. Pourquoi donc ne pas laisser Ottawa, Québec et toutes les autres provinces s'administrer dans un système intelligent, où collaboration et dialogue remplaceraient arrogance et incapacité de riposte, et commander au système producteur les choses qui relèvent de leur compétence.

A moins de désirer purement et simplement la destruction du Canada, il faudra bien qu'on en vienne un jour à accepter cette solution. Il faudra bien qu'un jour les partenaires de la Confédération parlent réellement de leurs problèmes, c'est-à-dire du problème financier, au lieu de toujours le cacher et le «détourner».

Il faudra bien un jour que nos gouvernants, à tous les niveaux, décident ensemble de donner le Canada aux Canadiens, dans le respect mutuel des intérêts de ceux-ci.

Il faudra bien qu'un jour nos gouvernants trouvent une solution financière à leurs problèmes financiers, car ils ne pourront pas continuer indéfiniment à agir comme ils le font maintenant. Il existe une limite qu'on ne peut dépasser: celle de la capacité de payer des contribuables.

Monsieur le président, il n'y a pas d'autre solution que le mode de financement sans intérêt préconisé par le parti Crédit social du Canada pour régler le problème du financement du secteur public.

De toute façon, l'arrogance a ses limites, comme l'exploitation. Et lorsqu'il n'y a plus de dialogue, les risques d'éclatement sont évidents. Il est extrêmement urgent de passer à l'action positive.

Monsieur le président, j'aurais évidemment encore plusieurs autres choses à dire, mais mon temps de parole est limité. Si l'on avait un gouvernement créditiste à Ottawa, il verrait à ce qu'il y ait équilibre entre les émissions d'argent ou de crédits et les produits qui existent pour satisfaire aux besoins. Au lieu d'utiliser lui-même ces émissions de crédits, il les distribuerait en bloc aux gouvernements provinciaux, au prorata de la population de chaque province, laissant les gouvernements provinciaux libres d'en disposer à leur gré, dans leurs champs de juridiction, selon leurs priorités respectives.

Et, monsieur le président, nous l'aurons bientôt ce gouvernement créditiste!

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur le président, il y a quelque temps, je voyais une caricature assez drôle. Il s'agissait d'un bon monsieur, assis dans sa chaise berceuse, devant la télévision, sa femme lui tapant l'épaule et lui disant: As-tu suffisamment récupéré des nouvelles de 7 heures pour écouter celles de 11 heures?

A écouter les discours prononcés par nos amis, à la Chambre et à l'extérieur, on croirait vivre dans un pays impossible, où il n'y a pas d'amélioration, où la situation est pire aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été. Vraiment, on dirait l'esclavage économique et social! A les écouter, c'est vraiment dramatique. C'est ce que j'appelle des épouvantails professionnels, des gens dont la seule fonction est de faire peur aux autres et, croyant leur faire peur, ils pensent en même temps se les attirer.

**M. Georges Valade (Sainte-Marie):** Cournoyer, Bourassa et Castonguay!

**L'hon. M. Marchand:** Oui.

On crée systématiquement des problèmes ou l'on grossit de petits incidents d'une façon telle que l'on crée du malaise.

Dans un fédéralisme sain, monsieur le président, il est certain qu'il existe des tensions entre les différentes parties. Cela n'est pas uniquement vrai dans la confédération canadienne. Je faisais partie d'une centrale syndicale avant de siéger à la Chambre et il existait des tensions entre les syndicats et les conseils centraux, entre les conseils centraux et les fédérations, entre les fédérations et la confédération. Il existait des conflits entre les hommes, tout comme il en existe entre les municipalités et les gouvernements provinciaux. Dans tous les systèmes, même les plus unitaires, ce genre de friction existe toujours.

L'honorable député de Lotbinière (M. Fortin) est bien scandalisé parce que le très honorable premier ministre du Canada (M. Trudeau) a touché un petit peu le ministre du Travail du Québec, qui s'était mêlé d'un problème qui ne le regardait pas directement. En sa qualité de ministre du Travail, il aurait très bien pu communiquer avec nous et nous dire: Écoutez, au Québec, cela nous intéresse.

Nous sommes aussi des Québécois, monsieur le président, et la situation des ports de Montréal, de Québec et de Trois-Rivières m'intéresse, de même que mes collègues. Cependant, si nous avions fait la moindre observation intempestive, l'honorable député de Lotbinière (M. Fortin) se serait levé et aurait dit: De quel droit le gouvernement fédéral se mêle-t-il de juridiction provinciale? Pour ma part, il s'agit de simples incidents, et les exagérer à ce point, c'est simplement vouloir créer un malaise inutile.

• (1730)

De toute façon, monsieur le président, la situation s'améliore. Elle n'est pas parfaite, bien sûr, mais nous essayons tous les jours de la corriger. Le gouvernement qui nous remplacera—si jamais cela se produit—essaiera également d'améliorer la situation qui, cependant, ne sera jamais parfaite.

Actuellement, on monte un drame en présentant une résolution pour dire que les relations fédérales-provinciales se détériorent, que les provinces sont en train de mourir, qu'on les exploite, que le gouvernement fédéral centralise tout, qu'il a les mains pleines et que les provinces n'ont rien. Où est la vérité? La vérité, c'est qu'en 1948, je crois, le budget de la province de Québec était de 180 millions de dollars, comparativement à 4 milliards aujourd'hui. Les députés du Crédit social passent leur temps à parler de l'importance de l'argent, mais non pas des problèmes constitutionnels. Ils ne parlent que des problèmes de fiscalité, d'argent et d'or. Or, s'ils tiennent tant à parler des problèmes d'argent, voici un cas éloquent: Une province qui avait un budget de 180 millions de dollars en a maintenant un de 4 milliards de dollars. De quel droit